

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 4073

[2008/204108]

**5 NOVEMBRE 2008. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 21 mai 2008 définissant le modèle de rapport de réunion de la Commission locale d'avis de coupure de gaz et d'électricité et abrogeant l'arrêté ministériel du 24 avril 2007**

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment, l'article 33ter inséré par le décret du 17 juillet 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 relatif à la Commission locale d'avis de coupure, notamment l'article 2 et les articles 6bis à 6quater, tels qu'insérés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, notamment l'article 40;

Vu l'arrêté ministériel du 21 mai 2008 définissant le modèle de rapport de réunion de la Commission locale d'avis de coupure de gaz et d'électricité et abrogeant l'arrêté ministériel du 24 avril 2007;

Vu la proposition de la CWaPE du 21 octobre 2008,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'arrêté ministériel du 21 mai 2008 définissant le modèle de rapport de réunion de la Commission locale d'avis de coupure de gaz et d'électricité et abrogeant l'arrêté ministériel du 24 avril 2007, sont apportées les modifications suivantes :

1° les termes "Conseil de l'Aide sociale" sont remplacés par les termes "Conseil de l'Action sociale";

2° les termes "Commission locale d'avis de coupure de gaz et d'électricité", "Commission locale d'avis de coupure d'électricité", "Commission locale d'avis de coupure de gaz", "Commission locale d'avis de coupure" sont remplacés par les termes "Commission locale pour l'Energie".

**Art. 2.** Une annexe V, telle que jointe en annexe du présent arrêté, définissant le modèle de rapport de réunion de la Commission locale pour l'énergie relatif à l'octroi de cartes d'alimentation au client protégé pendant la période hivernale sur base de l'article 40 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, est ajoutée au même arrêté.

Namur, le 5 novembre 2008.

A. ANTOINE



ANNEXE V

Modèle de rapport de réunion de la Commission locale pour l'Energie (CLE) relatif à l'octroi de cartes d'alimentation au client protégé pendant la période hivernale

Commune de .....  
 Commission locale pour l'Energie-Gaz  
 Rapport de la réunion du .....

<b>Composition de la Commission</b>
Mme ou M. ...., représentant désigné par le Conseil de l'Action sociale
Mme ou M. ...., représentant assurant la guidance sociale énergétique
Mme ou M. ...., représentant le Gestionnaire de réseau de distribution .....

**Le secrétariat de la Commission est assuré par .....**

<b>Client concerné</b>
Nom et prénom : .....
Adresse : .....
N° de tél./GSM : ...../ .....
Présent
Présent et assisté par (autre personne que l'assistant social assurant la guidance)
Absent mais représenté par (autre personne que l'assistant social assurant la guidance)
Absent

<b>Bilan de la situation</b>	
La note justificative dont il ressort que la procédure a été respectée, et qui justifie la fourniture octroyée au client dans l'intervalle de la réunion de la CLE, a été fournie par le GRD	OUI NON
Date du début de la période de non déconnexion (fourniture par le GRD dans l'intervalle de la réunion de la CLE)	.. /.. / ...
Index du début de la période de non déconnexion (sur base du passage par le client de sa carte de prépaiement dans le compteur à budget dans les 24 heures précédant sa demande d'alimentation en gaz auprès du GRD)	.....
Le rapport circonstancié permettant d'évaluer le volume de gaz à mettre à disposition du client a été fourni par le GRD	OUI NON

<b>Au vu des éléments qui lui ont été communiqués et après délibération, la Commission locale pour l'Énergie décide :</b>
<p>d'autoriser la fin de la fourniture par le GRD au vu de la mauvaise volonté manifeste du client. Le client protégé a dans ce cas la possibilité de bénéficier de gaz moyennant approvisionnement de sa carte de prépaiement. Les kWh consommés durant la période de fourniture par le GRD restent à charge du client. Un plan de paiement sera envoyé au client dès que la consommation exacte du client sera connue, permettant l'émission de la facture de régularisation. En cas de non respect du plan de paiement, le solde sera automatiquement reporté en crédit sur le compteur à budget</p>
<p>d'accorder au client un crédit mensuel de ..... €, qui équivaut à une consommation mensuelle approximative de ..... kWh. Ce crédit est octroyé à partir du .././.... jusqu'à la fin de la période hivernale. Le client a l'obligation de communiquer ses index au GRD à la fin de la période hivernale, au moyen du passage de sa carte de prépaiement dans le compteur à budget. Faute de quoi, le compteur se coupera automatiquement 10 jours après la fin de la période hivernale.</p>
La CLE décide que le client bénéficiera d'une guidance sociale énergétique assurée par les services du C.P.A.S.
La prise en charge de 70 % du coût de la fourniture de gaz, comprise entre le début de la période de non déconnexion (fourniture par le GRD) et la fin de la période hivernale, via l'intervention du Fonds Énergie de la Région wallonne. La demande d'intervention sera introduite auprès de la DGO4 - département de l'Énergie et du Bâtiment durable par le gestionnaire de réseau (GRD). Cette prise en charge s'effectue sur le montant total correspondant à la consommation effective du client, et qui sera déterminé avec précision en fin de période hivernale (suite au passage, par le client, de sa carte dans le compteur à budget).
<p>D'accorder au client un plan de paiement (via rechargement de sa carte de prépaiement) pour la fourniture de gaz restant à sa charge, à raison de : ..... € par semaine/mois et ce à partir du .././....., jusqu'à la fin de la période hivernale . Le montant exact à charge du client sera déterminé à la fin de la période hivernale, lors de l'émission de la facture de régularisation. Sur base de cette facture, et déduction faite des paiements enregistrés durant la période hivernale, un nouveau plan de paiement sera établi avec le client par le GRD. En cas de non respect du nouveau plan de paiement, le solde sera automatiquement reporté en crédit sur le compteur à budget Le montant de la fourniture de gaz restant à charge du client doit être remboursé en intégralité avant le début de la prochaine période hivernale.</p>
Une demande a été introduite/sera introduite en date du .././.... auprès du Conseil de l'Action sociale en vue d'une intervention du Fonds institué par la loi du 4 septembre 2002

<p>de se revoir le ..... ou endéans ..... :</p> <p>parce que la note justificative dont il ressort que la procédure a été entièrement appliquée/le rapport circonstancié, soit n'a pas été fourni(e), soit est incomplète/incomplet dans le but d'assurer un suivi de l'évolution du dossier La tenue d'une nouvelle réunion de la CLE ne permet pas au client de bénéficier à nouveau d'une fourniture ininterrompue de gaz dans l'intervalle de la réunion de la CLE. De même le client qui a fait l'objet d'une décision de la CLE, et ce quelle que soit la décision prise, ne pourra, au cours du même hiver, bénéficier d'une nouvelle période de non déconnexion.</p>
<p>Dans le cas d'une décision du Ministre d'étendre la durée de la période hivernale au-delà du 15 mars, l'octroi du crédit mensuel décidé par la CLE sera automatiquement maintenu jusqu'à la fin de cette période.</p>
Autre : .....
Recommandations éventuelles :
.....
.....
.....

<b>Modalités de la guidance sociale énergétique</b> : .....
.....

<b>Signature des membres de la Commission</b>
Président
Personne chargée de la guidance sociale énergétique
Représentant du Gestionnaire de réseau de distribution
<b>Signature du client ou de la personne le représentant</b>

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 5 novembre 2008 modifiant l'arrêté ministériel du 21 mai 2008 définissant le modèle de rapport de réunion de la Commission locale d'avis de coupure de gaz et d'électricité et abrogeant l'arrêté ministériel du 24 avril 2007.

Namur, le 5 novembre 2008.

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2008 — 4073

[2008/204108]

**5. NOVEMBER 2008 — Ministerialerlass zur Änderung des Ministerialerlasses vom 21. Mai 2008 zur Festlegung des Musters für den Versammlungsbericht der lokalen Kommission für die Begutachtung der Gas- und Stromsperrung und zur Aufhebung des Ministerialerlasses vom 24. April 2007**

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, insbesondere Artikel 33*b*, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über die lokale Kommission für die Begutachtung der Gas- und Stromsperrung, insbesondere Artikel 2 und Artikel 6*bis* bis 6*quater*, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt, insbesondere Artikel 40;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 21. Mai 2008 zur Festlegung des Musters für den Versammlungsbericht der lokalen Kommission für die Begutachtung der Gas- und Stromsperrung und zur Aufhebung des Ministerialerlasses vom 24. April 2007;

Aufgrund des Vorschlags der CWaPE vom 21. Oktober 2008,

Beschließt:

**Artikel 1** - Der Ministerialerlass vom 21. Mai 2008 zur Festlegung des Musters für den Versammlungsbericht der lokalen Kommission für die Begutachtung der Gas- und Stromsperrung und zur Aufhebung des Ministerialerlasses vom 24. April 2007 wird wie folgt abgeändert:

1° Der Begriff "Conseil de l'Aide sociale" wird durch den Begriff "Conseil de l'Action sociale" (Sozialhilferat) ersetzt;

2° Die Begriffe "Kommission für die Begutachtung der Gas- und Stromsperrung", "Kommission für die Begutachtung der Stromsperrung", "Kommission für die Begutachtung der Gassperrung" und "lokale Kommission für die Begutachtung der Gas- und Stromsperrung" werden durch den Begriff "Lokale Kommission für Energie" ersetzt.

**Art. 2** - Das Muster für den Versammlungsbericht der lokalen Kommission für Energie betreffend die Gewährung von Budgetzählerkarten für geschützte Kunden während des Winterhalbjahres, auf der Grundlage von Artikel 40 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt, wird in einer Anlage V zu dem Erlass festgelegt.

Namur, den 5. November 2008

A. ANTOINE

## ANLAGE V

Muster für den Versammlungsbericht der lokalen Kommission für Energie (LKE) betreffend die Gewährung von Budgetzählerkarten für den geschützten Kunden während des Winterhalbjahres

Gemeinde

Lokale Kommissionen für Energie-Gas

Bericht der Versammlung vom

<b>Zusammensetzung der Kommission</b>
Frau oder Herr ....., vom Sozialhilferat bezeichneter Vertreter
Frau oder Herr ....., Vertreter für die soziale Energiebetreuung
Frau oder Herr ....., Vertreter des Betreibers des Verteilernetzes

<b>Die Schriftführung der Kommission wird von übernommen</b>
--

<b>Kunde</b>
Zu- und Vorname :
Anschrift :
Tel./GSM: ...../.....
Anwesend
Anwesend mit Beistand von (andere Person als der Sozialassistent für die Energiebetreuung)
Abwesend aber vertreten durch (andere Person als der Sozialassistent für die Energiebetreuung)
Abwesend

<b>Übersicht der Lage</b>	
Der Betreiber des Verteilernetzes (GRD) hat die begründete Mitteilung übermittelt, aus der sich ergibt, dass das Verfahren beachtet wurde, versehen mit der Begründung der dem Kunden bis zur nächsten Versammlung der LKE gewährten Lieferung.	JA NEIN
Beginn des Zeitraums der Nichtabschaltung (Lieferung durch den Betreiber des Verteilernetzes bis zur nächsten Versammlung der LKE).	.. /.. / ...
Zählerstand zu Beginn des Zeitraums der Nichtabschaltung (abgelesen durch Einführen der Vorauszahlungskarte des Kunden in den Budgetzähler, innerhalb von 24 Std. vor seinem Antrag auf Gasversorgung bei dem Betreiber des Verteilernetzes).	.....
Der Betreiber des Verteilernetzes hat den ausführlichen Bericht übermittelt, anhand dessen beurteilt werden kann, welche Gasmenge dem Kunden zur Verfügung gestellt werden muss.	JA NEIN

<b>Aufgrund der ihr mitgeteilten Elemente und nach Beratung beschließt die lokale Kommission für Energie:</b>
<p>die Einstellung der Lieferung durch den Betreiber des Verteilernetzes wegen offensichtlichen schlechten Willens des Kunden zu genehmigen. In diesem Fall kann der geschützte Kunde durch Aufladen seiner Vorauszahlungskarte jedoch weiterhin Gas zu beziehen. Die Kosten für die während des Zeitraums der Versorgung durch den Betreiber des Verteilernetzes verbrauchten kWh trägt der Kunde. Der Kunde erhält einen Zahlungsplan, sobald sein genauer Verbrauch bekannt ist, damit die Endabrechnung erstellt werden kann. Bei Nichteinhaltung des Zahlungsplans wird der Restbetrag automatisch als Guthaben auf den Budgetzähler übertragen.</p>
<p>dem Kunden ein monatliches Guthaben in Höhe von ..... € zu gewähren, das einem ungefähren monatlichen Verbrauch von ..... kWh entspricht. Dieses Guthaben wird gewährt vom .././.... bis zum Ende des Winterhalbjahres. Der Kunde ist verpflichtet, dem Betreiber des Verteilernetzes seine Zählerstände am Ende des Winterhalbjahres mitzuteilen; zu diesem Zweck führt er seine Vorauszahlungskarte in den Budgetzähler ein. Tut er dies nicht, schaltet sich der Zähler 10 Tage nach dem Ende des Winterhalbjahres automatisch ab.</p>

Die LKE beschließt, dass der Kunde eine Energiebetreuung durch die Dienste des ÖSHZ in Anspruch nehmen darf.
Übernahme von 70% der Gasversorgungskosten vom Beginn des Zeitraums der Nichtabschaltung (Lieferung durch den Betreiber des Verteilernetzes) bis zum Ende des Winterhalbjahres, im Rahmen einer Beihilfe des Energiefonds der Wallonischen Region. Der Beihilfeantrag wird durch den Betreiber des Verteilernetzes (GRD) bei DG04 - Referat für Energie und nachhaltiges Bauwesen eingereicht. Diese Übernahme bezieht sich auf den Gesamtbetrag, der dem tatsächlichen Verbrauch des Kunden entspricht, und der am Ende des Winterhalbjahres genau ermittelt wird (indem der Kunde seine Karte in den Budgetzähler einführt).
dem Kunden einen Zahlungsplan zu gewähren (durch Aufladen seiner Vorauszahlungskarte) für die restlichen, von ihm zu übernehmenden Kosten der Gaslieferung in Höhe von: ..... € pro Woche/Monat, ab dem .././.... bis zum Ende des Winterhalbjahres. Die genaue Höhe der von dem Kunden zu tragenden Kosten wird am Ende des Winterhalbjahres ermittelt, bei der Ausstellung der Endabrechnung. Auf der Grundlage dieser Rechnung und abzüglich der während des Winterhalbjahres verzeichneten Zahlungen, stellen der Kunde und der Betreiber des Verteilernetzes einen neuen Zahlungsplan auf. Bei Nichteinhaltung dieses neuen Zahlungsplans wird der Restbetrag automatisch als Guthaben auf den Budgetzähler übertragen. Die Kosten für die Gaslieferung, die der Kunde zu tragen hat, müssen bis zum Beginn des nächsten Winterhalbjahres voll zurückgezahlt sein.

Am .././.... ist ein Antrag beim Sozialhilferat eingereicht worden, um eine Beihilfe des durch das Gesetz vom 4. September 2002 eingerichteten Fonds zu erhalten.
am .././.... oder innerhalb von ..... erneut zusammentreten: weil die begründete Mitteilung, aus der sich ergibt, dass das Verfahren vollständig angewandt worden ist/der ausführliche Bericht entweder nicht übermittelt wurde oder unvollständig ist. um die weitere Entwicklung des Vorgangs zu beobachten. Wenn die LKE erneut zusammentritt, bedeutet dies für den Kunden nicht, dass er Anspruch auf eine erneute ununterbrochene Gasversorgung bis zur nächsten Versammlung der LKE hat. Ein Kunde, der Gegenstand einer Entscheidung der LKE war, hat, unabhängig von dem Ausgang dieser Entscheidung, in dem gleichen Winterhalbjahr keinen Anspruch mehr auf einen erneuten Zeitraum der Nichtabschaltung.
Wird die Dauer des Winterhalbjahres per Entscheid des Ministers über den 15. März hinaus verlängert, so wird das von der LKE gewährte monatliche Guthaben automatisch bis zum Ende dieses Zeitraums weiter gewährt.
Sonstiges :
Eventuelle Empfehlungen :

<b>Modalitäten der sozialen Energiebetreuung:</b>
---

<b>Unterschrift der Mitglieder der Kommission</b>
Der/die Vorsitzende
Die mit der Energiebetreuung beauftragte Person
Der Vertreter des Betreibers des Verteilernetzes
Unterschrift des Kunden oder seines Vertreters

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 5. November 2008 zur Änderung des Ministerialerlasses vom 21. Mai 2008 zur Festlegung des Musters für den Versammlungsbericht der lokalen Kommission für die Begutachtung der Gas- und Stromsperrung und zur Aufhebung des Ministerialerlasses vom 24. April 2007 als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 5. November 2008

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 4073

[2008/204108]

**5 NOVEMBER 2008. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 21 mei 2008 tot bepaling van het model van vergaderingsverslag betreffende de plaatselijke commissie inzake bericht van gas- en stroomonderbreking en tot opheffing van het ministerieel besluit van 24 april 2007**

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, meer bepaald op artikel 33ter ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 betreffende de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking, meer bepaald op artikel 2 en de artikelen 6bis tot 6quater zoals ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt, meer bepaald op artikel 40;

Gelet op het ministerieel besluit van 21 mei 2008 tot bepaling van het model van vergaderingsverslag betreffende de plaatselijke commissie inzake bericht van gas- en stroomonderbreking en tot opheffing van het ministerieel besluit van 24 april 2007;

Gelet op het voorstel van de CWaPE van 21 oktober 2008,

Besluit :

**Artikel 1.** In het ministerieel besluit van 21 mei 2008 tot bepaling van het model van vergaderingsverslag betreffende de plaatselijke commissie inzake bericht van gas- en stroomonderbreking en tot opheffing van het ministerieel besluit van 24 april 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "Raad voor maatschappelijk welzijn" worden vervangen door de woorden "Raad van sociale actie";

2° de woorden "Plaatselijke commissie inzake bericht van gas- en stroomonderbreking", "Plaatselijke commissie inzake bericht van stroomonderbreking", "Plaatselijke commissie inzake bericht van gasonderbreking", "Plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking" worden vervangen door de woorden "Plaatselijke commissie voor energie".

**Art. 2.** Een bijlage V, zoals bepaald in de bijlage bij dit besluit, tot bepaling van het model van vergaderingsverslag betreffende de Plaatselijke Commissie voor Energie betreffende de toekenning van voedselbonnen aan de beschermde afnemer tijdens de winterperiode op basis van artikel 40 van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt, wordt toegevoegd aan hetzelfde besluit.

Namen, 5 november 2008.

A. ANTOINE

## BIJLAGE V

Model van vergaderingsverslag van de Plaatselijke Commissie voor Energie (PCE)

betreffende de toekenning van voedselbonnen aan de beschermde afnemer tijdens de winterperiode

Gemeente .....

Plaatselijke Commissie voor Energie-Gas

Verslag van de vergadering van .....

<b>Samenstelling van de Commissie</b>
Mevr. of de heer ....., vertegenwoordiger aangewezen door de Raad van sociale actie
Mevr. of de heer ....., vertegenwoordiger die de sociale begeleiding inzake energie waarneemt
Mevr. of de heer ....., die de distributiebeheerder vertegenwoordigt .....

Het secretariaat van de Commissie wordt waargenomen door.....

<b>Betrokken afnemer</b>
Naam en voornaam : .....
Adres : .....
Nr. tel/GSM : ...../.....
Aanwezig
Aanwezig en bijgestaan door (andere persoon dan de maatschappelijk assistent die de begeleiding waarneemt)
Afwezig maar vertegenwoordigd door (andere persoon dan de maatschappelijk assistent die de begeleiding waarneemt)
Afwezig



<b>Balans van de toestand</b>	
De verantwoordingsnota waaruit blijkt dat de procedure werd toegepast, en die de levering aantoonde die werd toegekend aan de afnemer vóór de vergadering van de PCE, werd overgelegd door de netbeheerder (GRD)	JA NEEN
Datum van de aanvang van de periode van niet-onderbreking (levering door de netbeheerder vóór de vergadering van de PCE)	.. /.. / ....
Indexmeting van de aanvang van de periode van niet-onderbreking (op basis van het inbrengen door de afnemer van zijn prepaykaart in de budgetmeter binnen de 24u. voorafgaand aan zijn gasaanvraag bij de netbeheerder)	.....

Het gedetailleerde verslag dat het mogelijk maakt om het gasvolume te evalueren dat ter beschikking moet worden gesteld van de afnemer, werd overgelegd door de netbeheerder.	JA NEEN
---	---------

<b>Op grond van de gegevens die haar zijn overgemaakt en na beraadslaging beslist de Plaatselijke Commissie voor Energie :</b>	
<p>om het einde van de levering door de netbeheerder (GRD) toe te staan gezien de manifeste onwil van de afnemer. De beschermde afnemer kan evenwel gas ontvangen mits heroplading van zijn prepaykaart. De kWh die verbruikt werden tijdens de periode van levering door de netbeheerder, blijven ten laste van de afnemer. Aan de afnemer wordt een afbetalingsplan gestuurd zodra het exacte verbruik van de afnemer gekend is, zodat de regularisatiefactuur kan worden uitgegeven. Indien het afbetalingsplan niet wordt nageleefd, zal het saldo automatisch overgebracht worden op het krediet op de budgetmeter.</p>	
<p>om aan de afnemer een maandelijks krediet toe te kennen van .... €, dat overeenstemt met een maandelijks verbruik van ongeveer ..... kwh. Dat krediet wordt toegekend vanaf .././.... tot het einde van de winterperiode. De afnemer is verplicht om zijn indexmetingen mee te delen aan de netbeheerder (GRD) aan het einde van de winterperiode, door het inbrengen van zijn prepaykaart in de budgetmeter. Zoniet zal de meter automatisch onderbroken worden 10 dagen na het einde van de winterperiode.</p>	
<p>De PCE beslist dat de afnemer in aanmerking komt voor een sociale begeleiding inzake energie die wordt verzekerd door de diensten van het O.C.M.W.</p>	
<p>De overname van 70 % van de kostprijs van de gaslevering, tussen de aanvang van de periode van niet-onderbreking (levering door de netbeheerder) en het einde van de winterperiode, via de tussenkomst van het Fonds Energie van het Waals Gewest. De aanvraag tot tussenkomst wordt ingediend bij de « DGO4 - département de l'Énergie et du bâtiment durable » door de netbeheerder (GRD). Die overname vindt plaats voor het totale bedrag dat overeenstemt met het effectieve verbruik van de afnemer, dat nauwkeurig zal worden bepaald aan het einde van de winterperiode (op basis van het inbrengen door de afnemer van zijn kaart in de budgetmeter).</p>	
<p>Om aan de afnemer een afbetalingsplan toe te kennen (via de heroplading van zijn prepaykaart) voor de levering van het resterende gas te zijnen laste, naar rato van :                  .... € per week/maand en dat vanaf .././...., tot het einde van de winterperiode.                  Het exacte bedrag ten laste van de afnemer wordt bepaald aan het einde van de winterperiode, bij de uitgifte van de regularisatiefactuur.                  Op basis van die factuur en na aftrek van de betalingen die geregistreerd werden tijdens de winterperiode, zal door de netbeheerder samen met de afnemer een nieuw afbetalingsplan worden opgesteld. Bij niet-naleving van het nieuwe afbetalingsplan zal het saldo automatisch overgebracht worden op het krediet op de budgetmeter. Het bedrag van de resterende gaslevering ten laste van de afnemer moet integraal worden terugbetaald voor de aanvang van de volgende winterperiode.</p>	
<p>Er werd een aanvraag ingediend/er zal een aanvraag worden ingediend op datum van .././.... bij de Raad van sociale actie met het oog op een tussenkomst van het Fonds dat werd opgericht door de wet van 4 september 2002.</p>	
<p>elkaar weer te zien op ..... of binnen ..... :                  omdat de verantwoordingsnota waaruit blijkt dat de procedure volledig werd toegepast/het gedetailleerde verslag, hetzij niet werd overgelegd, hetzij onvolledig is                  om te zorgen voor de opvolging van de evolutie van het dossier                  Het houden van een nieuwe vergadering van de PCE geeft aan de afnemer niet de mogelijkheid om opnieuw in aanmerking te komen voor een ononderbroken levering van gas vóór de vergadering van de PCE.                  De afnemer die het voorwerp heeft uitgemaakt van een beslissing van de PCE, en dat ongeacht de beslissing die wordt genomen, kan tijdens diezelfde winter bovendien niet in aanmerking komen voor een nieuwe periode van niet-onderbreking.</p>	
<p>Indien de Minister beslist om de duur van de winterperiode uit te breiden tot 15 maart, zal de toekenning van het maandelijks krediet dat beslist werd door de PCE automatisch behouden blijven tot het einde van die periode.</p>	
<p>Andere : .....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>	
<p>Eventuele aanbevelingen : .....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>	

Modaliteiten voor de sociale begeleiding inzake energie : .....

<b>Handtekening van de leden van de Commissie</b>
Voorzitter
Persoon belast met de begeleiding inzake energie
Vertegenwoordiger van de distributienetbeheerder
<b>Handtekening van de afnemer of van de persoon die hem vertegenwoordigt</b>

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 5 november 2008 tot wijziging van het ministerieel besluit van 21 mei 2008 tot bepaling van het model van vergaderingsverslag betreffende de Plaatselijke Commissie van bericht van gas- en stroomonderbreking en tot opheffing van het ministerieel besluit van 24 april 2007.

Namen, 5 november 2008.

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### MINISTERIE

#### VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2008 — 4074

[C — 2008/31578]

13 NOVEMBER 2008. — Ordonnantie betreffende milieuaansprakelijkheid met betrekking tot het voorkomen en herstellen van milieuschade

De Brusselse Hoofdstedelijk Regering,

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

#### Doel

**Art. 2.** Deze ordonnantie heeft ten doel richtlijn 2004/35/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 21 april 2004 betreffende milieuaansprakelijkheid met betrekking tot het voorkomen en herstellen van milieuschade om te zetten.

#### Definities

**Art. 3.** Voor de toepassing van deze ordonnantie verstaat men onder :

1. « milieuschade » :

a) schade aan beschermde soorten en natuurlijke habitats, namelijk elke schade die aanzienlijke negatieve gevolgen heeft voor het bereiken of handhaven van een gunstige staat van instandhouding van dergelijke habitats of soorten. De omvang van deze gevolgen wordt beoordeeld in verhouding tot de aanvankelijke toestand, rekening houdend met de criteria in bijlage I;

b) aan beschermde soorten en natuurlijke habitats toegebrachte schade ten gevolge van een daad van de exploitant waarvoor de betrokken instanties uitdrukkelijk toestemming hebben gegeven door of krachtens artikel 3 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 betreffende de bescherming van de wilde fauna en betreffende de jacht, en artikel 37 van de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende het behoud en de bescherming van de natuur onverminderd artikel 5 van het besluit van 26 oktober 2000 betreffende de instandhouding van de natuurlijke habitats en van de wilde fauna en flora die geen deel uitmaken van de reeds omschreven negatieve gevolgen;

### MINISTERE

#### DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2008 — 4074

[C — 2008/31578]

13 NOVEMBRE 2008. — Ordonnance relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

#### Objet

**Art. 2.** La présente ordonnance a pour objet de transposer la directive 2004/35/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 sur la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux.

#### Définitions

**Art. 3.** Pour l'application de la présente ordonnance, on entend par :

1. « dommage environnemental » :

a) les dommages causés aux espèces et habitats naturels protégés, à savoir tout dommage qui affecte significativement la constitution ou le maintien d'un état de conservation favorable de tels habitats ou espèces. L'importance des effets de ces dommages s'évalue par rapport à l'état initial, en tenant compte des critères qui figurent à l'annexe I<sup>er</sup>;

b) les dommages causés aux espèces et habitats naturels protégés n'englobent pas les incidences négatives précédemment identifiées qui résultent d'un acte de l'exploitant qui a été expressément autorisé par les autorités compétentes par ou en vertu de l'article 3 de l'ordonnance du 29 août 1991 relative à la conservation de la faune sauvage et à la chasse et de l'article 37 de l'ordonnance du 27 avril 1995 relative à la sauvegarde et à la protection de la nature sans préjudice de l'article 5 de l'arrêté du 26 octobre 2000 relatif à la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages;